

Coordination : patrick d'Humières, co-fondateur du C3D : pdh@company21.fr

LE MODELE DURABLE RESPONSABLE EST TOUT LE CONTRAIRE D'UNE DOCTRINE D'EXCLUSION

Appel de professionnels du développement durable des entreprises engagées qui refusent que des dispositions d'exclusion, anti-démocratiques, non respectueuses des droits humains et régressives face à l'enjeu climatique, arrivent en France.

Cela fait une vingtaine d'année que plusieurs pays européens, que des entreprises engagées et des acteurs volontaristes de la société civile agissent, de façon collaborative, pour qu'un modèle économique durable et responsable, fondé sur l'Accord de Paris, les ODD et les directives du Green Deal européen, se substitue aux modèles dérégulés ou protectionnistes, de marché pur ou à finalité financière exclusive qui ont produit une mondialisation non soutenable et rejetée par les citoyens.

En dépit des progrès effectués et encore insuffisants que consacrent aujourd'hui les démarches de transparence extra-financière, les stratégies de décarbonation et de biodiversité et les engagements éthiques et partenariaux dans la chaîne de valeur, ce modèle qui mobilise beaucoup de salariés et les jeunes générations reste minoritaire encore et reste trop absent dans les règles publiques et dans la tête des acteurs politiques. Bien plus, au détour d'une crise démocratique que vit la France depuis plusieurs années, certains programmes proposent de revenir à des schémas en totale contradiction avec les exigences d'intégration des limites planétaires et des aspirations de solidarité et d'accompagnement de la transition qu'attendent les sociétés civiles, pour ne laisser personne sur le côté.

Ceux dont la mission, au-delà du métier de management de la transformation des modèles, est de promouvoir les valeurs et les comportements qui conditionnent l'appropriation des clés de succès d'une société de sobriété et de coopération qui doit produire les services nécessaires mais aussi des mécanismes régénératifs indispensables, prennent position en leur nom pour dire haut et fort aux dirigeants politiques et économiques, aux salariés de leurs entreprises et à tous leurs partenaires dans la vie économique, que la régression démocratique est le pire service à rendre à l'avenir humaniste de nos sociétés : il n'y aura pas longtemps d'économie prospère et acceptée si on porte atteinte à la hiérarchie des normes démocratiques reposant sur les droits humains et sociaux, en réduisant la solidarité et la protection des salariés, quels qu'ils soient, surtout issus de catégories fragiles au cœur du pacte social devant viser l'intégration de tout un chacun, en ralentissant l'effort de décarbonation et de lutte contre le réchauffement posé par les agendas internationaux, en ordonnant les objectifs qui mettent l'intérêt planétaire et universel en tête, celui des femmes et des hommes et de leur dignité au plus haut niveau et ceux de structures économiques et productives au service de la finalité du développement humain.

Nous tirons pour nous-mêmes, dans notre responsabilité de citoyen aujourd'hui et dans notre activité professionnelle aussi, toutes les conséquences de la situation présente en France qui met en risque cette vision du bien commun qui est la raison d'être de nos organisations. Nous n'oublions pas que la loi nous a fixé « la prise en considération des enjeux sociaux et environnementaux » en renvoyant au strict respect par nos entreprises des grands textes fondateurs, reconnus par la France, en faveur des droits humains, des conventions sociales, des objectifs collectifs et des pratiques responsables, tous principes formalisés, judiciairisés et stimulés dont nous sommes dépositaires. Nous voulons être les lanceurs d'alerte d'une situation inacceptable qui met l'état de droit social,

environnemental, éthique et notre devoir de coopération et de partenariat avec la société civile en danger.

Nous affirmons plus que jamais notre conviction que l'économie de demain devra reposer sur ces principes de coopération, de respect de l'autre et de notre patrimoine planétaire à travers un modèle durable compatible avec les ressources disponibles et les avancées humaines, bien intégré à nos projets d'entreprise ; nous veillerons au côté des dirigeants, des salariés et des partenaires de nos entreprises, à ce qu'il résiste à des remises en cause et à ce qu'il redevienne une boussole pour guider l'action économique et politique de chaque responsable.

Signatures de : Patrick d'Humières, Florent Courau, Alexis Gazzo , Virginie de Chassey, Sylvianne Villaudière, Audrey Garidel,